

Lorsque l'ouvrier est absent le jour de l'affichage, la notification lui est adressée par lettre recommandée le même jour.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail ne peut dépasser six mois.

Art. 4. Communication de l'affichage ou de la notification individuelle doit être adressée par l'employeur, sous pli recommandé à la poste, le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle, au bureau régional de l'Office national de l'emploi du lieu où est située l'entreprise.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 et l'information visée à l'article 4 mentionnent la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours et la date à laquelle cette suspension prendra fin.

L'information visée à l'article 4 mentionne en outre les causes économiques qui justifient la suspension totale de l'exécution du contrat et, soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit la ou les sections de l'entreprise dont l'activité sera suspendue.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1984 et cessera d'être en vigueur le 31 mars 1985.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 85 — 225

4 FEVRIER 1985. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 6 mai 1981 portant émission d'une nouvelle valeur postale

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu l'arrêté royal du 6 mai 1981 portant émission d'une nouvelle valeur postale,

Arrête :

Article 1er. Le timbre-poste ordinaire à la valeur de 9 F du nouveau type « Lion héraldique », sera imprimé en orange, par le procédé de la typographie.

Art. 2. Ce timbre pourra également être préoblitéré.

Art. 3. La valeur postale mentionnée à l'article 1er sera émise le 11 février 1985.

Art. 4. L'Administrateur général de la Régie des Postes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 février 1985.

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 85 — 226

18 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal relatif à l'octroi de subventions pour la rénovation d'habitations situées dans la Région bruxelloise

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2;

Wanneer de werkmán de dag van de aanplakking afwezig is, wordt hem de kennisgeving dezelfde dag bij aangetekende brief gezonden.

Art. 3. De duur van de gehele schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst mag zes maanden niet overschrijden.

Art. 4. Mededeling van de aanplakking of van de individuele kennisgeving moet door de werkgever onder een bij de post aange- tekende omslag de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving worden gezonden aan het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming is gevestigd.

Art. 5. De bij artikel 2 bedoelde kennisgeving en de bij artikel 4 bedoelde mededeling vermelden de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst zal ingaan en de datum waarop die schorsing een einde zal nemen.

De bij artikel 4 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische redenen die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst rechtvaardigen alsook hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklíeden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1984 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1985.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 85 — 225

4 FEBRUARI 1985. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 6 mei 1981 houdende uitgifte van een nieuwe postwaarde

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Tele- fonie,

Gelet op het koninklijk besluit van 6 mei 1981 houdende uitgifte van een nieuwe postwaarde,

Besluit :

Artikel 1. De gewone postzegel van 9 F van het nieuw type « Heraldieke Leeuw », zal gedrukt worden in het oranje, door middel van het typocédé.

Art. 2. Deze zegel zal insgelijks mogen vooruit afgestempeld worden.

Art. 3. De in artikel 1 vermelde postwaarde zal op 11 februari 1985 worden uitgegeven.

Art. 4. De Algemeen Beheerder van de Regie der Posterijen is met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 4 februari 1985.

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 85 — 226

18 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van toelagen voor de renovatie van woningen gelegen in het Brusselse Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de wet betreffende de oprichting van de voorlopige instellingen van gemeenschappen en gewesten, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid artikel 2;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise, modifié par les arrêtés royaux des 15 février et 14 novembre 1978, 26 août 1981 et 7 septembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1981 relatif à l'Exécutif de la Région bruxelloise, modifié par l'arrêté royal du 8 juin 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par l'état de délabrement du patrimoine immobilier bruxellois et la stagnation croissante de l'activité dans le domaine de la construction résidentielle; considérant dès lors qu'il s'impose de prendre d'urgence des mesures de sauvegarde de ce patrimoine, de nature à développer l'emploi dans le secteur de la construction;

Vu la délibération de Nos Ministre et Secrétaires d'Etat en Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise, responsable du budget, donné le 12 décembre 1984;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région bruxelloise.

Art. 2. Définitions.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

a) **Ministre** : le Ministre ou Secrétaire d'Etat ayant la rénovation urbaine dans ses attributions;

b) **Habitation** : la maison ou l'appartement affecté, en ordre principal, au logement d'une famille;

c) **Zones à protéger et à rénover** : zones telles que définies à l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise, modifié par les arrêtés royaux des 15 février et 14 novembre 1978, 26 août 1981 et 7 septembre 1984;

d) **Le propriétaire-occupant** : le propriétaire ou le copropriétaire qui occupe l'habitation ou qui l'occupera dès la fin des travaux de rénovation;

e) **Le propriétaire non-occupant** : le propriétaire qui rénove une habitation lui appartenant et qui en concède les droits d'usage et de jouissance à un tiers à titre gratuit ou onéreux;

f) **Le demandeur qui n'est pas propriétaire** : la personne qui, sans être propriétaire de l'habitation, l'occupe en vertu d'un titre légal ou conventionnel ou qui peut faire valoir un droit à l'usage et à la jouissance;

g) **L'entrepreneur-rénovateur** : la personne morale ou physique qui étant propriétaire d'une habitation située dans une zone à protéger et à rénover telle que définie au c), y effectue des travaux de rénovation en vue de sa cession à titre onéreux à une personne physique;

h) **L'acquéreur de l'habitation rénovée** : la personne physique qui achète l'habitation préalablement rénovée par les soins de la personne visée en g);

i) **Travaux de rénovation** : ceux qui contribuent à satisfaire aux conditions minimales de salubrité, de sécurité et d'occupation de l'habitation, telles que la stabilité, l'étanchéité, l'aération, l'éclairage, la sécurité, l'hygiène, l'isolation thermique, ainsi que les travaux d'agrandissement pour autant que cet agrandissement n'exécède pas un quart de la superficie habitable et soit justifié par l'occupation.

Toutefois, les travaux d'isolation thermique et de remplacement des châssis ainsi que l'installation du chauffage central ne seront pris en considération que s'ils s'accompagnent d'un ou plusieurs travaux de rénovation.

Ces trois types de travaux précités, pris séparément ou globalement, ne peuvent excéder la moitié du montant total des travaux de rénovation acceptés par le Ministère de la Région bruxelloise.

Le Ministre établit la liste des travaux pouvant faire l'objet d'une demande de prime de rénovation.

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de gebieden voor het beleid van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw, waar een verschillend gewestelijk beleid gerechtvaardigd is, inzonderheid artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 1977 houdende organisatie van de woonkernvernieuwing in het Brussels Gewest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 februari en 14 november 1978, 26 augustus 1981 en 7 september 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1981 betreffende de Executieve van het Brussels Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juni 1984;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de staat van verval van het Brussels onroerende patrimonium en de stijgende stagnatie van de activiteit op het gebied van de woningbouw; in overweging dat dan ook dringend maatregelen dienen te worden genomen tot beveiliging van dit patrimonium die van aard zijn de tewerkstelling in de bouwsector te ontwikkelen;

Gelet op de beraadslaging van Onze Minister en Staatssecretaris, vergaderd in de Executieve van het Brussels Gewest;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brussels Gewest, verantwoordelijk voor de begroting, gegeven op 12 december 1984;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Brussels Gewest.

Art. 2. Begripsbepalingen.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) **Minister** : de Minister of Staatssecretaris die de stadsrenovatie in zijn bevoegdheden heeft;

b) **Woning** : het huis of het appartement dat hoofdzakelijk dient als woongelegenheden van een gezin;

c) **Te beschermen en te renoveren gebieden** : gebieden zoals bepaald in het koninklijk besluit van 28 maart 1977 houdende organisatie van de woonkernvernieuwing in het Brussels Gewest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 februari en 14 november 1978, 26 augustus 1981 en 7 september 1984;

d) **De eigenaar-bewoner** : de eigenaar of medeëigenaar die de woning betreft of zal betrekken zodra de renovatiewerken zijn voltooid;

e) **De eigenaar-niet-bewoner** : de eigenaar die een hem toebehorende woning vernieuwt en aan een derde het recht van gebruik en genot ervan kosteloos of ten bezwarende titel verleent;

f) **De aanvrager die niet eigenaar is** : de persoon die, zonder eigenaar van de woning te zijn, deze krachtens een wettelijke of bedongen titel betreft of die een recht op gebruik of genot ervan kan doen gelden;

g) **De ondernemer-vernieuwbouwer** : de natuurlijke of rechtspersoon die als eigenaar van een woning, gelegen in een te beschermen en te vernieuwbouwen zone zoals bepaald in c) deze vernieuwbouwt om ze te bezwarende titel af te staan aan een natuurlijk persoon;

h) **De verwerver van de vernieuwbouwde woning** : de natuurlijke persoon die de voorafgaandelijk, door de persoon bedoeld in g), vernieuwde woning koopt;

i) **Renovatiewerken** : deze die bijdragen tot het vervullen van de minimale voorwaarden op gebied van gezondheid, veiligheid en ingebruikneming van de woning, inzonderheid de stabiliteit, de stevigheid, de dichtheid, de verluchting, de verlichting, de veiligheid, de hygiëne, de thermische isolatie evenals vergrotingswerken, voor zover deze vergroting één vierde van de bewoonbare oppervlakte niet overschrijdt en door de ingebruikneming is verantwoord.

Evenwel, zullen de werken inzake thermische isolatie en vervanging van deur- en vensterramen, evenals de installatie van de centrale verwarming slechts in aanmerking worden genomen indien zij samengaan met één of meerdere renovatiewerken.

De drie voornoemde soorten van werken, afzonderlijk of globaal genomen, mogen de helft van het totaal bedrag van de door het Ministerie van het Brussels Gewest aanvaarde renovatiewerken niet overschrijden.

De Minister maakt de lijst op van de werken die in aanmerking komen voor een renovatiepremie.

Art. 3. § 1er. Le bénéfice de la prime n'est pas cumulatif avec les avantages instaurés, en vertu de l'arrêté royal du 23 juin 1983 relatif à l'octroi à des particuliers de subventions pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise, pour des travaux de même nature et visant le même objet.

§ 2. En cas d'acquisition, par une personne physique, d'une habitation préalablement rénovée par un entrepreneur-rénovateur, le bénéfice de la prime n'est pas cumulatif avec les avantages instaurés en vertu de l'arrêté royal du 23 juin 1983 instituant pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus.

Art. 4. Dans la limite des crédits disponibles inscrits à cette fin au budget du Ministère de la Région bruxelloise, section particulière, Fonds 60.03.00 B du titre IV, section 33, le Ministre peut octroyer, aux conditions fixées par le présent arrêté, une prime de rénovation en faveur des personnes physiques qui rénovent une habitation ou qui acquièrent une habitation préalablement rénovée par un entrepreneur-rénovateur.

Art. 5. Conditions relatives à la demande.

§ 1er. La demande en vue d'obtenir la prime de rénovation ne peut avoir trait qu'aux travaux de rénovation visés à l'article 2, *i)*, et doit, sous peine de nullité, être introduite, sous pli recommandé auprès du Ministère de la Région bruxelloise au moyen de formulaires dûment complétés, mis à la disposition du public sur simple demande. Lorsque le demandeur est une personne dont il est question à l'article 2, *d)*, *e)*, *f)*, la demande doit être accompagnée des documents ci-après :

- 1° le titre de propriété de l'habitation à rénover;
- 2° le devis des travaux visés à l'article 8, § 1er.

§ 2. Pour ce qui concerne le demandeur repris à l'article 2, *g)*, la demande doit être accompagnée des documents ci-après :

- 1° le titre de propriété de l'habitation à rénover ainsi que les statuts de la société si le demandeur est une personne morale.
- 2° l'extrait du registre de commerce établissant l'activité professionnelle du demandeur;
- 3° le devis des travaux visés à l'article 8, § 1er.

§ 3. Lorsqu'une demande introduite a donné lieu à une promesse d'octroi d'une prime de rénovation pour le montant maximum visé à l'article 9, celle-ci ne peut être renouvelée pour la même habitation.

Toutefois, une même habitation peut faire l'objet de plusieurs demandes de primes de rénovation pour autant que les travaux repris à la première demande remédient aux causes d'insalubrité et que le montant total des dites primes, arrêté définitivement, tel que visé à l'article 11, *a)*, ne dépasse pas le montant maximum visé à l'article 9.

Pour ces demandes successives, il est tenu compte des travaux exécutés antérieurement, ayant fait l'objet d'une prime de rénovation, à condition que chacune de ces demandes porte sur un montant de travaux estimés et facturés à un minimum de 100 000 F, T.V.A. incluse, et que les travaux soient conformes à ceux visés à l'article 2, *j)*.

Art. 6. Engagements à souscrire.

§ 1er. Le propriétaire occupant doit souscrire l'engagement suivant :

— consentir à la visite de l'habitation par le délégué du Ministre, chargé de constater sur place si les conditions fixées par le présent arrêté sont remplies.

§ 2. Le propriétaire non-occupant doit souscrire les engagements suivants :

- a)* renoncer pendant la période stipulée au bail en cours ou à défaut de celui-ci durant un an à dater de l'achèvement complet des travaux à toute augmentation de loyer ou indemnité quelconque fondée sur les travaux de rénovation;
- b)* obtenir des occupants qu'ils consentent à la visite de l'habitation, faisant l'objet de la demande, par le délégué du Ministre.

§ 3. Le demandeur qui n'est pas propriétaire de l'habitation à rénover, mais qui l'occupe en vertu d'un titre légal ou conventionnel, ou qui peut faire valoir un droit à l'usage et à la jouissance de cette habitation, doit souscrire les engagements suivants :

- a)* occuper lui-même l'habitation rénovée et ne céder son droit d'occupation ni en tout ni en partie;

Art. 3. § 1. Het genot van de premie is niet cumuleerbaar met de voordelen, ingesteld krachtens het koninklijk besluit d.d. 23 juni 1983 betreffende de toekenning aan particulieren van toelagen voor het verrichten van comfortwerken in gebouwen gelegen in het Brusselse Gewest, voor werken van dezelfde aard die hetzelfde onderwerp behelzen.

§ 2. In geval van verwerving door een natuurlijk persoon van een voorafgaandelijk door een ondernemer-vernieuwouwer vernieuwbouwd woning is de premie niet cumuleerbaar met de voordelen ingesteld krachtens het koninklijk besluit van 23 juni 1983 houdende instelling voor het Brusselse Gewest van een eenmalige premie voor de oprichting of de verwerving van een woning alsook van een verzekering tegen inkomstenverlies.

Art. 4. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Ministerie van het Brusselse Gewest ten laste van de bijzondere sectie, fonds 60.03.00 B van titel IV, sectie 33, uitgetrokken beschikbare kredieten en onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden, kan de Minister een renovatiepremie toekennen aan natuurlijke personen die een woning vernieuwbouwen of die een woning verwerven die voorafgaandelijk door een ondernemer-vernieuwouwer werd vernieuwd.

Art. 5. Voorwaarden in verband met de aanvraag.

§ 1. De aanvraag tot het bekomen van de renovatiepremie mag slechts betrekking hebben op de renovatiewerken bedoeld in artikel 2, *i)*, en moet, op straffe van nietigheid, per aangetekende zending worden ingediend bij het Ministerie van het Brusselse Gewest middels behoorlijk ingevulde formulieren die op eenvoudige aanvraag ter beschikking van het publiek worden gesteld. Wanneer de aanvrager een persoon is waarvan sprake in artikel 2, *d)*, *e)*, *f)*, moet de aanvraag samen met onderstaande documenten worden ingediend :

- 1° de eigendomstitel van de te renoveren woning;
- 2° het bestek van de in artikel 8, § 1, bedoelde werken.

§ 2. Wat de in artikel 2, *g)*, vermelde aanvrager betreft, moet de aanvraag samen met onderstaande documenten worden ingediend :

- 1° de eigendomstitel van de te renoveren woning evenals de statuten van de vennootschap indien de aanvrager een rechtspersoon is;
- 2° het uittreksel van het handelsregister houdende vaststelling van de beroepsactiviteit van de aanvrager;
- 3° het bestek van de in artikel 8, § 1, bedoelde werken.

§ 3. Wanneer een aanvraag is ingediend die aanleiding heeft gegeven tot een belofte houdende toezegging van een renovatiepremie voor het in artikel 9 bedoeld maximumbedrag, kan deze niet meer hernieuwd worden voor dezelfde woning.

Eenzelfde woning kan evenwel in aanmerking worden genomen voor meerdere aanvragen voor renovatiepremies, voor zover de in de eerste aanvraag bedoelde werken de oorzaken van ongezondheid verhelpen en het totaal bedrag van deze premies, definitief vastgesteld, zoals bedoeld in artikel 11, *a)*, niet het maximumbedrag bedoeld in artikel 9 overschrijdt.

Voor die op elkaar volgende aanvragen wordt rekening gehouden met de vroeger uitgevoerde werken waarvoor een renovatiepremie werd aangevraagd, op voorwaarde dat elk van die aanvragen betrekking heeft op een bedrag voor de werken dat op een minimum van 100 000 F, BTW inbegrepen, wordt geraamd en aangerekend en dat deze werken overeenstemmen met deze opgenomen in artikel 2, *i)*.

Art. 6. Te onderschrijven verbintenissen.

§ 1. De eigenaar-bewoner moet de onderstaande verbintenis onderschrijven :

— het bezoek van de woning toestaan aan de afgevaardigde van de Minister, ermede belast ter plaatse vast te stellen of aan de bij dit besluit gestelde voorwaarden is voldaan.

§ 2. De eigenaar-niet-bewoner moet de volgende verbintenissen onderschrijven :

- a)* tijdens de periode bedoeld in het lopend huurcontract of bij gebrek aan een dergelijk contract, gedurende één jaar te dateren vanaf de volledige voltooiing van de werken, verzaken aan elke verhoging van huur of vergoeding op grond van de renovatiewerken;
- b)* van de bewoners bekomen dat zij het bezoek van de afgevaardigde van de Minister toelaten tot de woning, waarvoor de aanvraag wordt gedaan.

§ 3. De aanvrager die geen eigenaar is van de te renoveren woning maar die deze betreft op grond van een wettelijke of bedongen titel, of een recht van gebruik en genot ten aanzien van deze woning kan laten gelden, moet onderstaande verbintenissen aangaan :

- a)* de gerenoveerde woning zelf bewonen en zijn recht van bewoning noch geheel noch gedeeltelijk afstaan;

b) consentir à la visite prévue au § 1er;
 c) joindre à sa demande une convention-type établie par le Ministère de la Région bruxelloise, qui devra être enregistrée et stipulera que le propriétaire :

- 1° consent aux travaux de rénovation à effectuer;
- 2° lui garantit un droit d'usage et de jouissance de l'habitation durant un terme convenu entre les deux parties, prenant cours à la date de l'achèvement des travaux de rénovation;
- 3° renonce pendant la période visée au 2° à toute augmentation de loyer ou indemnité quelconque fondée sur les travaux de rénovation.

§ 4. L'entrepreneur-rénovateur doit souscrire les engagements suivants :

- a) mettre en vente l'habitation rénovée dès l'achèvement complet des travaux;
- b) ne pas se prévaloir de la prime de rénovation pour majorer le prix de vente de l'habitation rénovée;
- c) consentir à la visite prévue au § 1er.

Art. 7. Conditions relatives à l'habitation.

L'habitation à rénover doit être considérée insalubre-améliorable par le délégué du Ministre.

Art. 8. Conditions relatives aux travaux de rénovation.

§ 1er. a) sont uniquement pris en considération, les travaux de rénovation visés à l'article 2, j), et estimés par le délégué du Ministre comme étant susceptibles d'améliorer la qualité de l'habitation, de telle sorte qu'elle satisfasse aux conditions minimales de salubrité, de sécurité et d'occupation.

Pour ce qui concerne l'habitation à rénover par l'entrepreneur-rénovateur, celle-ci doit présenter des vices de stabilité ou d'élançabilité ou de sécurité;

b) sont également pris en considération les travaux de rénovation se localisant aux parties de l'habitation qui ne sont pas directement affectées au logement mais qui sont rendus nécessaires pour assurer la rénovation de la partie de l'habitation réservée au logement;

c) les travaux de rénovation doivent être estimés à un minimum de 100 000 F, T.V.A. incluse, et le montant des travaux facturés doit également atteindre 100 000 F, T.V.A. incluse;

d) l'estimation du coût des travaux de rénovation est faite par le Ministère de la Région bruxelloise sur base du devis estimatif et de la visite des lieux par son délégué visée à l'article 6, § 1er.

§ 2. Les travaux de rénovation doivent, de l'avis du bourgmestre compétent, être compatibles avec l'aménagement rationnel du site.

§ 3. L'exécution des travaux de rénovation doit être confiée à des entreprises enregistrées, conformément à l'article 299bis du Code des impôts sur les revenus. L'entreprise doit être enregistrée au moment de l'introduction de la demande.

§ 4. Sous peine de déchéance du droit à la prime de rénovation :

a) les travaux de rénovation ne peuvent être entamés avant la visite sur place du délégué du Ministre, visée à l'article 6, § 1er. Cette visite aura lieu dans les quarante jours calendriers prenant cours à la date de l'envoi des documents constituant le dossier complet de demande de prime;

b) les travaux de rénovation doivent être exécutés dans un délai de dix-huit mois prenant cours à la date de la promesse d'octroi visée à l'article 10. Le délégué du Ministre pourra constater sur place que lesdits travaux ont été intégralement exécutés en conformité avec la demande.

Le Ministre peut toutefois proroger le délai visé au b) de l'alinéa précédent lorsqu'il estime que l'exécution retardée des travaux de rénovation est due à des circonstances fortuites ou à un cas de force majeure.

Art. 9. Montant de la prime de rénovation.

§ 1er. Le montant de la prime de rénovation est fixé à 30 p.c. du coût des travaux de rénovation, sans pouvoir dépasser la somme de 300 000 F par habitation.

§ 2. Lorsqu'une habitation faisant l'objet d'une demande de prime de rénovation est située dans les « zones à protéger et à rénover », le montant de la prime est fixé à 40 p.c. sans pouvoir excéder la somme de 400 000 F par habitation.

b) het bezoek bedoeld in § 1, toelaten;

c) bij zijn aanvraag een door het Ministerie van het Brussels Gewest opgemaakte type-overeenkomst sluiten, die moet worden geregistreerd en zal vermelden dat de eigenaar :

- 1° toestemming geeft voor de uit te voeren renovatiewerken;
- 2° hem een recht van gebruik en genot van de woning waarborgt gedurende een onder beide partijen overeengekomen termijn, ingaand op datum van de voltooiing van de renovatiewerken;
- 3° gedurende de in 2° bedoelde periode verzaakt aan elke verhoging van huur of vergoeding op grond van de renovatiewerken.

§ 4. De ondernemer-vernieuwbouwer moet onderstaande verbintenissen onderschrijven :

- a) de vernieuwbouwde woning vanaf de uiteindelijke voltooiing van de werken te koop stellen;
- b) zich niet beroepen op de vernieuwbouwpremie om de verkoopprijs van de vernieuwbouwde woning te verhogen;
- c) het in § 1 voorzien bezoek toestaan.

Art. 7. Voorwaarden betreffende de woning.

De te renoveren woning moet door de afgevaardigde van de Minister als ongezonder-verbeterbaar erkend zijn.

Art. 8. Voorwaarden betreffende de renovatiewerken.

§ 1. a) worden alleen in aanmerking genomen de renovatiewerken bedoeld in artikel 2, j), en door de afgevaardigde van de Minister geschat als kunnende de kwaliteit van de woning verbeteren, opdat deze zou voldoen aan de minimale voorwaarden op gebied van gezondheid, veiligheid en bewoning.

Wat de door de ondernemer-vernieuwbouwer de te renoveren woning betreft, moet deze gebreken inzake stevigheid, dichtheid of veiligheid vertonen;

b) worden eveneens in aanmerking genomen de renovatiewerken die plaatsvinden in de gedeelten van de woning die niet rechtstreeks voor huisvesting bestemd zijn maar noodzakelijk blijken om de renovatie van het gedeelte van de woning voorbehouden voor de huisvesting te verzekeren;

c) de renovatiewerken moeten geraamd worden op een minimum van 100 000 F, BTW ingebrepen, en het bedrag van de aangerekende werken moet eveneens 100 000 F, BTW ingebrepen, bereiken;

d) de prijs van de renovatiewerken wordt geraamd door het Ministerie van het Brussels Gewest op grond van het geraamd bestek en van het plaatsbezoek door de in artikel 6, § 1, bedoelde afgevaardigde.

§ 2. De renovatiewerken moeten op advies van de bevoegde burgermeester verenigbaar zijn met een rationele aanleg van het oord.

§ 3. De uitvoering van de renovatiewerken moet worden toevertrouwd aan geregistreerde ondernemingen, overeenkomstig artikel 299bis van het Wetboek der inkomstenbelastingen. De onderneming moet geregistreerd zijn op het ogenblik van het indienen van de aanvraag.

§ 4. Op straffe van verval van het recht op de renovatiepremie :

a) mogen de renovatiewerken niet worden aangevat vóór het bezoek ter plaatse van de afgevaardigde van de Minister, bedoeld bij artikel 6, § 1. Dit bezoek zal plaatsvinden binnen de veertig kalenderdagen te rekenen vanaf de verzendingsdatum van de documenten die een volledig dossier terzake premieaanvraag samenstellen;

b) dienen de renovatiewerken binnen een termijn van achttien maand die ingaat op de datum van de toezegging, bedoeld in artikel 10, te worden voltooid. De afgevaardigde van de Minister kan ter plaatse nagaan of de werken volledig uitgevoerd werden in overeenstemming met de aanvraag.

De Minister kan echter de in b) van vorig lid bedoelde termijn verlengen wanneer hij oordeelt dat de vertraagde uitvoering van de renovatiewerken is toe te schrijven aan onvoorziene omstandigheden of aan een geval van overmacht.

Art. 9. Bedrag van de renovatiepremie.

§ 1. Het bedrag van de renovatiepremie is vastgesteld op 30 pct. van de kostprijs der renovatiewerken, met een maximum van 300 000 F per woning.

§ 2. Als het gebouw waarvoor een aanvraag voor een renovatiepremie werd ingediend, gelegen is in « te beschermen of te renoveren gebieden », wordt het bedrag van de premie vastgesteld op 40 pct. zonder 400 000 F per woning te mogen overschrijden.

§ 3. Le montant de la prime de rénovation octroyée à l'acquéreur d'une habitation, préalablement rénovée par un entrepreneur-rénovateur, est fixé à 40 p.c. du prix net d'acquisition sans pouvoir dépasser la somme de 500 000 F.

§ 4. Le Ministre détermine les prix maxima par type de travaux qui sont pris en compte pour le calcul de la prime.

Art. 10. Promesse d'octroi de la prime.

La promesse d'octroi de la prime de rénovation, dont le montant est fixé provisoirement, est notifiée au demandeur après la visite sur place, visée à l'article 6, § 1er, établissant que l'habitation et les travaux de rénovation projetés satisfont aux conditions prévues aux articles 7 et 8.

Art. 11. Liquidation de la prime.

a) Le montant définitif de la prime est arrêté sur base des factures en bonne et due forme se rapportant aux travaux visés à l'article 8, § 1er. Ce montant, qui aura été préalablement notifié, est liquidé au demandeur après réception par le Ministère de la Région bruxelloise du formulaire dûment complété et signé par le demandeur, certifiant l'achèvement complet des travaux.

Pour ce qui concerne l'entrepreneur-rénovateur, la prime, dont le montant lui aura été préalablement notifié ne sera liquidée qu'en un seul versement à l'acquéreur de l'habitation rénovée, lors de la signature de l'acte notarié, pour autant que l'acquéreur soit une personne physique et que l'acte d'achat soit passé dans un délai d'un an à dater de l'achèvement complet des travaux;

b) A la requête du demandeur, un premier tiers du montant de la prime peut lui être liquidé lorsque le montant des factures atteint au moins un tiers de l'ensemble des travaux;

c) Un deuxième tiers du montant de la prime peut être liquidé au demandeur lorsque le montant des factures atteint au moins les deux tiers de l'ensemble des travaux;

d) Le solde du montant de la prime préalablement notifiée est arrêté définitivement sur base des factures en bonne et due forme. Ce montant est liquidé au demandeur après réception par le Ministère de la Région bruxelloise du formulaire, dûment complété et signé par le demandeur, certifiant l'achèvement complet des travaux.

En aucun cas, il n'est tenu compte des factures antérieures à la demande de prime de rénovation.

Art. 12. Sanctions.

§ 1er. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire de prime est tenu de rembourser à la Région la prime qui lui a été payée en vertu du présent arrêté, ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement :

a) en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir, indûment, la prime accordée par le présent arrêté;

b) en cas de manquement aux engagements souscrits conformément aux dispositions de l'article 6.

§ 2. Le montant de la prime à rembourser à la Région est à verser au Fonds de Rénovation urbaine inscrit sous le Titre IV, Section particulière du Budget de la Région bruxelloise.

Le recouvrement est confié à l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

§ 3. Le Ministre peut renoncer à recouvrer tout ou partie de la prime lorsqu'il estime que des circonstances graves et exceptionnelles empêcheront ou ont empêché le bénéficiaire de remplir les engagements souscrits conformément aux dispositions de l'article 6.

Art. 13. L'arrêté royal du 23 juin 1983 relatif à l'octroi de subventions pour la rénovation d'immeubles situés dans la Région bruxelloise est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 3. Het bedrag van de vernieuwbouwpremie, toegekend aan de verwerfer van een voorafgaandelijk, door een ondernemer-vernieuwbouwer gerenoveerde woning, wordt vastgesteld op 40 pct. van de netto verwervingsprijs zonder het bedrag van 500 000 F te mogen overschrijden.

§ 4. De Minister bepaalt de maximum prijzen per type van werken die voor de berekening van de premie in rekening worden genomen.

Art. 10. Toezegging van de premie.

De belofte houdende toezegging van de renovatiepremie, waarvan het bedrag voorlopig wordt vastgesteld, wordt aan de aanvrager medegedeeld nadat het bezoek ter plaatse, bedoeld bij artikel 6, § 1, heeft uitgewezen dat de woning en de voorgenomen renovatiewerken voldoen aan de in artikelen 7 en 8 gestelde voorwaarden.

Art. 11. Vereffening van de premie.

a) Het vaste bedrag van de premie wordt vastgesteld op grond van de in behoorlijke vorm opgemaakte rekeningen die betrekking hebben op de in artikel 8, § 1, bedoelde werken. Dat bedrag, hetwelk voorafgaand zal zijn medegedeeld, wordt aan de aanvrager verreffend na ontvangst door het Ministerie van het Brussels Gewest van een volledig ingevuld, gedagtekend en ondertekend formulier dat de volledige voltooiing van de werken bevestigt.

Wat de ondernemer-vernieuwbouwer betreft, zal de premie waarvan het bedrag hem voorafgaandelijk zal zijn medegedeeld, slechts in één storting aan de verwerfer van de vernieuwbouwde woning worden verreffend bij de ondertekening van de notarisakte voor zover de verwerfer een natuurlijk persoon is en de aankoopakte wordt verleden binnen een termijn van één jaar vanaf de volledige voltooiing van de werken;

b) Op verzoek van de aanvrager kan hem een eerste derde van het bedrag van de premie worden verreffend wanneer het bedrag van de rekeningen ten minste één derde van de gezamenlijke werken bereikt;

c) Een tweede derde van het bedrag van de premie kan aan de aanvrager worden verreffend wanneer het bedrag der rekeningen ten minste de twee derde van het geheel der werken bereikt;

d) Het saldo van het bedrag van de voorafgaande medegedeelde premie wordt definitief vastgesteld op grond van de in behoorlijke vorm opgemaakte rekeningen. Dat bedrag wordt aan de aanvrager verreffend na ontvangst door het Ministerie van het Brussels Gewest van een volledig ingevuld, gedagtekend en ondertekend formulier dat de volledige voltooiing van de werken bevestigt.

In geen geval wordt rekening gehouden met aan de aanvraag voor de renovatiepremie voorafgaande rekeningen.

Art. 12. Strafbepalingen.

§ 1. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van het Strafwetboek of aan gerechtelijke vervolgingen bij toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, is de ontvanger van de premie ertoe gehouden het Gewest de hem krachtens dit besluit betaalde premie terug te storten, evenals de erbij horende interesten, berekend tegen de wettelijke rentevoet geldend op de datum van de beslissing tot terugvordering :

a) wanneer een onjuiste of onvolledige verklaring werd afgelegd om de bij dit besluit toegekende premie ten onrechte te kunnen bekomen;

b) wanneer een inbreuk werd gepleegd op de aangegane verbintenissen, bedoeld in artikel 6.

§ 2. Het bedrag van de aan het Gewest terug te betalen premie dient gestort te worden ten voordele van het Fonds voor Stadsrenovatie ingeschreven onder Titel IV, bijzondere sectie, van de Begroting van het Brussels Gewest.

De terugvordering wordt toevertrouwd aan het Bestuur van de Belasting op de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen, dat handelt overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

§ 3. De Minister kan geheel of gedeeltelijk afzien van de terugvordering van de premie wanneer hij oordeelt dat ernstige en buitengewone omstandigheden de begunstigde zullen verhinderen of verhinderd hebben de overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 onderschreven verbintenissen na te komen.

Art. 13. Het koninklijk besluit van 23 juni 1983 betreffende de toekenning van toelagen voor de renovatie van in het Brussels Gewest gelegen gebouwen is opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

P. HATRY

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

C. GOOR-EYBEN

Art. 15. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

P. HATRY

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

C. GOOR-EYBEN

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 85 — 227

21 JANVIER 1985. — Arrêté ministériel agréant des groupements d'amateurs d'oiseaux et de pinsonniers en Région wallonne

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement de fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 17 novembre 1982 et des 10 et 28 juin 1983;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne, le détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux et notamment l'article 9;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les groupements d'amateurs d'oiseaux et de pinsonniers doivent être agréés avant la prochaine session d'examen de capture pour approvisionneurs d'oiseaux indigènes;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Les groupements d'amateurs d'oiseaux ou de pinsonniers désignés ci-après sont agréés dans les limites de l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 réglant pour la Région wallonne, la détention et l'échange d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux :

- Association ornithologique de Belgique (A.O.B.), à Bruxelles;
- Culture d'oiseaux indigènes (C.O.I.), à Flobecq;
- Fédération ornithologique wallonne (F.O.W.), à Liège;
- Société générale pinsonnière (S.O.G.E.PIN.), à Jemeppe.

Le fait d'être agréé ne donne aucun droit à un quelconque soutien de la part de la Région wallonne.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 janvier 1985.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 85 — 227

21. JANUAR 1985. — Ministerieller Erlass zwecks Anerkennung der Gruppierungen von Vogelliebhabern und Finkenhaltern in der Wallonischen Region

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens,

Aufgrund des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind; abgeändert durch die Erlasse der Exekutive vom 17. November 1982 und 10. und 28. Juni 1983;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung für die Wallonische Region des Vogelhaltens und -austausches und zur Genehmigung einer Bevorratung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz und insbesondere des Artikels 9;